

Convention collective

IDCC : **8731 | EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**

(Midi-Pyrénées)

(1^{er} décembre 1982)

(Étendue par arrêté du 2 mars 1983,

Journal officiel du 30 mars 1983)

Avenant n° 90 du 16 janvier 2020

NOR : AGRS2097110M

IDCC : 8731

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs d'Occitanie ;

Fédération régionale des entrepreneurs des territoires Occitanie,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union professionnelle régionale agro-alimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération générale agro-alimentaire et forestière CGT,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des dispositions de l'article 8 de la convention collective du 1^{er} décembre 1982 susvisée, les rémunérations mensuelles minimales des diverses catégories de personnel payé au temps définies par la classification prévue à l'article 21 de ladite convention sont revalorisées comme suit à compter du 1^{er} janvier 2020.

À ce titre, les dispositions de l'article 23 de la convention collective du 1^{er} décembre 1982 « Rémunération du personnel payé au temps et du personnel administratif » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 23 | Rémunération du personnel payé au temps et du personnel administratif

(Modifié par avenant n° 78 du 7 juillet 2015, par avenant n° 79 du 12 janvier 2016, par avenant n° 82 du 6 juillet 2017 et par avenant n° 87 du 10 janvier 2019 [étendu par arrêté du 23 octobre 2015, par arrêté du 27 juillet 2016, par arrêté du 11 mai 2018 et par arrêté du 9 mai 2019]).

Article 2 | *Personnel des exploitations forestières et des scieries agricoles*

À compter du 1^{er} janvier 2020, la grille de salaires est ainsi fixée :

1. Ouvrier des exploitations forestières, des entreprises de travaux forestiers et des scieries agricoles

Niveau	Échelon	Coefficient	Salaire horaire à compter du 1 ^{er} janvier 2020	Salaire mensuel à compter du 1 ^{er} janvier 2020 (151,67 heures)
I	1	100	10,15 €	1 539,45 €
	2	110	10,41 €	1 578,88 €
	3	120	10,48 €	1 589,50 €
II	1	140	10,69 €	1 621,35 €
	2	150	10,88 €	1 650,17 €
III	1	170	11,16 €	1 692,64 €
	2	190	11,59 €	1 757,86 €

2. Personnel administratif des exploitations forestières, des entreprises de travaux forestiers et des scieries agricoles

2.1. Personnel administratif, commercial, technique (ACT)

Niveau	Échelon	Coefficient	Salaire horaire à compter du 1 ^{er} janvier 2020	Salaire mensuel à compter du 1 ^{er} janvier 2020 (151,67 heures)
I	1	100	10,15 €	1 539,45 €
	2	110	10,41 €	1 578,88 €
	3	120	10,48 €	1 589,50 €
II	1	140	10,69 €	1 621,35 €
	2	150	10,88 €	1 650,17 €
III	1	170	11,16 €	1 692,64 €
	3	210	11,82 €	1 792,74 €
IV	1	240	12,51 €	1 897,39 €
	2	270	12,99 €	1 970,19 €

2.2. Agent de maîtrise

Niveau	Échelon	Coefficient	Salaire horaire à compter du 1 ^{er} janvier 2020	Salaire mensuel à compter du 1 ^{er} janvier 2020 (151,67 heures)
III	3	210	11,82 €	1 792,74 €
IV	1	240	12,51 €	1 897,39 €
	2	270	12,99 €	1 970,19 €
	3	280	13,26 €	2 011,14 €

2.3. Cadre

Niveau	Échelon	Coefficient	Salaire horaire à compter du 1 ^{er} janvier 2020	Salaire mensuel à compter du 1 ^{er} janvier 2020 (151,67 heures)
V	1	310	14,06 €	2 132,48 €
	2	360	15,43 €	2 340,27 €
	3	480	18,52 €	2 808,93 €
	4	550	20,35 €	3 086,48 €
	5	600	21,67 €	3 286,69 €

Ces taux horaires sont applicables en tenant compte de la durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires (151,67 heures mensualisées) à compter du 1^{er} janvier 2002 et en prenant en considération les garanties de maintien de rémunération prévues par l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 et l'accord du 23 décembre 1981 modifié.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance correspondant au travail effectué. »

Article 3

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Occitanie, unité départementale de la Haute-Garonne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 16 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)